



Blois, le 27 mars 2018

Aux Unions départementales
Aux responsables des branches professionnelles
Aux mandatés de la CGT au plan régional
Aux membres du Comité Régional CGT Centre

FACE AUX PROJETS DE SACCAGE DU SYSTEME DE SOINS DANS NOTRE REGION TOUS EN LUTTE LE 29 MARS 2018

Grèves, rassemblements et manifestations se succèdent dans notre région comme au plan national pour les revendications dans les entreprises et professions, contre la casse des services publics, les annonces de coupes sombres dans la santé, les reculs drastiques imposés aux retraités.

Le 15 mars a donné lieu à des manifestations et initiatives des retraités de très grande ampleur qui se sont conjuguées aux mobilisations dans les EHPAD.

Le 22 mars, de nouvelles mobilisations se sont déclenchées dans la fonction publique et chez les cheminots prenant un caractère souvent interprofessionnel dans les cortèges des manifestations

Toutes et tous se heurtent à la même logique de financiarisation de l'activité économique, des politiques publiques mises en œuvre dans le cadre des injonctions de l'Union Européenne à la solde des multinationales.

Au nom de cette logique, ils cassent, détruisent et sacrifient les hommes et les femmes sur l'autel des profits et saccagent la vie et les activités dans les territoires.

La spécialisation et la mise en concurrence sont à l'ordre du jour partout dans le cadre de la concentration qui s'opère avec d'un côté les agglo, les communautés de communes, les métropoles et le grand Paris, de l'autre la désertification qui gagne du terrain y compris dans les zones concentrées.

Leur projet d'aménagement du territoire, pour la Région Centre-Val de Loire, est de plus en plus clair. Il faut dédier la Région Centre-val de Loire aux activités très lucratives, armement,

production d'énergie, cosmétique, pharmacie, quelques activités de services et au tourisme estival et d'affaires.

Cet objectif des représentants de l'Etat et de la grande majorité des élus les conduit à tailler à la serpe dans l'ensemble des services publics en poussant partout à la privatisation de la formation, de l'enseignement, de la santé, des activités postales et de la télécommunication, des finances, de la fiscalité, de la justice, de la police, de l'énergie et des transports.

Les objectifs du Plan Régional de Santé (2018-2022) de l'Agence Régionale de Santé s'inscrivent dans cette vision de l'aménagement du territoire régional conçu pour accélérer la concentration des moyens et des activités vers les métropoles et grosses communautés d'agglomération.

Pour le reste les salariés, les populations devront si ils ne luttent pas, se contenter du saupoudrage attribué selon le bon vouloir des décideurs économiques et d'une grande partie des élus asservis aux exigences du patronat et des grands groupes.

Le Plan Régional Santé qui est proposé au vote de la conférence régionale de santé, jeudi prochain, prévoit la suppression de milliers de lits d'hôpitaux publics, sur notre région et d'autant de salariés de l'hôpital public.

Il fixe la fermeture, le déclassement de plusieurs maternités, de nombreux services, de nouvelles transformations d'établissements pour au final toujours moins de réponses de proximité, des délais d'attente de plus en plus long pour obtenir des rendez-vous pour des examens médicaux, pour consulter des spécialistes ou être opéré.

Des contraintes insupportables et inacceptables pour les femmes enceintes du fait de l'éloignement des maternités, des délais de transports et du manque de spécialistes.

La situation que nous connaissons déjà sur la région Centre-Val de Loire a généré de nombreuses catastrophes, drames humains et ils veulent encore et toujours réduire l'existant au profit d'un système privé dont ne pourrons bénéficier que ceux dont les revenus sont importants.

Avec une grande majorité du salariat au SMIC et l'explosion de la précarité, un grand nombre en dessous du salaire minimum et des retraites de misère, si nous ne parvenons pas à généraliser les luttes pour obtenir des moyens à la hauteur des besoins de santé des habitants, quel que soit leurs moyens, leurs âges, leurs lieux de résidences et situations, l'extinction de la vie et des activités va s'accélérer dans les départements de notre région.

La CGT votera contre ce PRS, jeudi 29 mars, en proposant d'autres choix comme elle le fera par la voix de ses mandatés au CESER, le 16 avril, date de la séance plénière de la deuxième assemblée régionale où celle-ci devra formuler un avis sur ce plan régional avant le vote du Conseil Régional le 19 avril 2018.

Ce qui va compter, dans cette bataille, ce sera le niveau des mobilisations. Toutes les luttes qui se poursuivent, à Dreux, Châteaudun, Tours, Blois, Vierzon et Bourges, toutes les actions dans

les EHPAD, les milliers de signatures sur les pétitions qui commencent à remonter et surtout la capacité de la CGT à engager partout le débat avec les salariés sur les questions de santé, d'accès aux soins et de gratuité.

Le 29 mars va constituer un temps fort régional avec rassemblements, témoignages pour faire entendre la réalité des situations des personnels, des professionnels de santé et des usagers, suivi d'une manifestation régionale pour les revendications portées par la CGT.

Le travail syndical engagé dans les syndicats, les Unions Locales, les Unions Départementales pour mobiliser et inscrire pour la manifestation à Saint-Jean-le-Blanc, implique que tous les militants de la CGT s'imprègnent des arguments et propositions développés dans les documents mis à disposition par la CGT régionalement pour nourrir le débat et les initiatives avec les salariés et populations.

Le 29 mars, il ne s'agit pas pour la CGT d'ouvrir la conférence régionale de santé dans les lamentations sur le sort qui a été réservé aux établissements publics de santé, aux acteurs qui les font fonctionner et sur les conditions imposées aux usagers mais bien de porter les revendications pour sortir de cette spirale infernale.

Nous manifesterons pour porter et faire connaître ce que pense et propose la CGT en l'exprimant et l'affichant sur les tracts, pancartes et banderoles.

Il reste deux jours pour continuer à discuter et convaincre, pour continuer à faire signer la pétition, pour s'inscrire pour ceux qui ne le sont pas encore pour les cars réservés dans les départements.

Sachons profiter de la dynamique que nous avons enclenchée, pour réussir une grande journée le 29 mars qui oblige la puissance publique à réviser sa copie.

Bon courage à tous,
Bien fraternellement.

Pour le Comité Régional CGT Centre
Philippe Cordat